



Stratégie IICA en

HAÏTI

2014-2018



Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture

TABLE DES MATIÈRES

I Introduction.....	3
II Les Instruments de coopération technique de l'IICA 2014-2018.....	4
2.1. Contribution de l'IICA à travers les Projets Phares.....	4
2.2. Contribution de l'IICA à travers les projets financés par les ressources externes.....	5
2.3. Contribution de l'IICA à travers les Fonds de Coopération Technique (FonCT).....	5
2.4. Contribution de l'IICA à travers des Actions à Réponse Rapide (ARR).....	5
III Méthodologie.....	6
IV Stratégie IICA en Haïti	7
4.1. Analyse du contexte.....	7
4.2. Vision internationale et tendances hémisphériques.....	8
4.3. Défis et opportunités pour le secteur agricole en Haïti.....	9
V Nécessités et demande de Coopération Technique.....	10
Tableau 1 : Politique Publique et Développement du secteur.....	11
Tableau 2 : Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle.....	12
Tableau 3 : Santé Animale et Végétale et Innocuité des Aliments.....	13
Tableau 4 : Modernisation et Innovation Technologique.....	13
Tableau 5 : Résilience et gestion intégrée des risques environnementaux pour la production agricole.....	14
VI Suivi et évaluation de la stratégie.....	14
VII Reddition de comptes.....	15
VIII Autres actions de Coopération Technique.....	15
Annexe 1 : Résumé du Plan stratégique de l'IICA 2010-2020.....	16
Annexe 2 : Les 11 Contributions de l'IICA dans le Plan à Moyen Terme 2014-2018.....	17
Annexe 3 : Projet Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti.....	18
Annexe 4 : Projet de Reforestation et d'Utilisation de Réchauds à Économie de Bois à Arreguy/Jacmel.....	20
Annexe 5 : Projet de Renforcement de la Quarantaine Internationale République d'Haïti et la République Dominicaine.....	23
Annexe 6 : Projet Consortium de Recherche pour le Développement Agricole en Haïti.....	25

I INTRODUCTION

Fondé en 1942, l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) est l'organisme spécialisé du Système Interaméricain, ayant pour mission de promouvoir le développement agricole et le bien-être rural. De concert avec ses Etats membres, l'Institut cultive une vision : *l'atteinte d'une agriculture interaméricaine compétitive, viable et inclusive, qui alimente le Continent et le monde, et qui permet de faire reculer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants de régions rurales.*

Avec cette mission, l'Institut se doit d'actualiser ses actions afin de répondre de manière de plus en plus efficace aux besoins des pays membres, à travers son « Plan stratégique ». Le dernier Plan de 2010 à 2020 reflète les grandes tendances de la Région et sert d'orientation au Plan à Moyen Terme 2014-2018 qui présente les 11 contributions que l'IICA compte apporter au développement du secteur dans la région (voir annexe 2). En plus de ces outils de référence, chaque pays a besoin de planifier ses actions, en fonction des grandes orientations de son Gouvernement, en particulier du Ministère de l'Agriculture et aussi de celles du secteur privé et des universités (spécialement les facultés d'agronomie).

En Avril 2013, lors de la mission du Directeur Général de l'IICA en Haïti, Dr. Victor M. Villalobos Arámbula, le Ministre de l'Agriculture, SEM Jacques THOMAS, lui a fait part de l'appui qu'il attend de l'IICA pour répondre aux priorités de son Gouvernement pour le secteur agricole, exprimées par le Chef de l'Etat haïtien, qui sont: (i) la réforme du MARNDR pour une amélioration de sa performance, (ii) la collaboration et l'arrimage aux grandes politiques gouvernementales concernant l'économie, la recherche et l'innovation, la création d'emploi, l'environnement et les changements climatiques, la santé animale et végétale et la nutrition; (iii) le désengagement progressif des domaines gérés plus efficacement par le secteur privé, dont les plus emblématiques sont notamment les subventions directes aux engrais et les distributions de semences.

Dans un contexte chargé de défis, le Bureau de l'IICA en Haïti, présente dans ce document sa stratégie d'actions 2014-2018 pour Haïti. Après avoir analysé le contexte dans lequel cette stratégie a été développée, le document présente les grandes tendances hémisphériques, puis les défis et opportunités pour le secteur agricole en Haïti. Sur cette base, les actions de l'IICA pour la période 2014-2018 sont présentées à travers les 4 instruments de coopération technique de l'Institut suivants:

- Les 4 projets phares : (i) Productivité et durabilité de l'Agriculture Familiale pour la sécurité alimentaire et l'économie rurale, (ii) Compétitivité et durabilité des chaînes de valeur agricole pour la sécurité alimentaire et le développement économique, (iii) Inclusion de l'agriculture et des territoires ruraux, (iv) Résilience et Gestion intégrée des risques en agriculture.
- Les projets financés par des ressources externes ;
- Les fonds de pré-investissement de Coopération technique (FonCT);
- Les Actions de Réponse Rapide aux problèmes conjoncturels (ARR);

II LES INSTRUMENTS DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'IICA 2014-2018

2.1. Contribution de l'IICA à travers les Projets Phares

Les projets phares constituent un nouvel instrument de coopération technique de l'Institut. Ces projets qui seront implémentés dans plusieurs bureaux de l'IICA en même temps permettront de partager les informations sur les résultats obtenus et les stratégies développées.

Ces projets mettent l'emphase sur des défis communs aux pays de la région pour réduire, entre autres, la pauvreté, les inégalités et aborder la nécessité de renforcer les capacités des acteurs locaux des états membres pour établir des normes institutionnelles et implémenter des politiques publiques capables de favoriser la lutte contre ces défis.

Ils couvrent 4 grands thèmes :

1. Productivité et durabilité de l'Agriculture Familiale pour la sécurité alimentaire et l'économie rurale

Objectif général:

Contribuer au bien-être rural et sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays des Amériques, le renforcement des possibilités d'accès au marché et de meilleures conditions de vie dans le domaine de l'agriculture familiale, à promouvoir le développement rural durable dans une approche territoriale.

2. Compétitivité et durabilité des Filières agricoles pour la sécurité alimentaire et le développement économique

Objectif général:

Améliorer la compétitivité de la filière agricole dans son ensemble et tous ses liens, à travers le renforcement institutionnel public-privé (capacités), et l'appui au processus d'innovation technologique, entrepreneurial, institutionnel et commercial pour aider à améliorer les économies et le bien-être rural, la gestion durable des ressources naturelles, la résilience de l'agriculture, de l'inclusion, en particulier les petits agriculteurs, les jeunes et les femmes, et la sécurité alimentaire et la nutrition.

3. Inclusion dans l'agriculture et les territoires ruraux

Objectif général:

Promouvoir la conception et la gestion participative des politiques publiques, la revitalisation des économies dans les territoires et l'autonomisation des acteurs sociaux, pour l'inclusion de l'équité dans l'agriculture et les zones rurales, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables dans l'agriculture familiale.

4. Résilience et gestion intégrée des risques environnementaux pour la production agricole

Objectif général:

Augmenter la résilience du secteur agricole dans les pays membres face aux changements climatiques et autres perturbations de l'environnement, le renforcement de la culture de gestion du risque et de l'innovation, l'intégration des principes et des pratiques pour l'adaptation durable des systèmes de production.

2.2. Contribution de l'IICA à travers les projets financés par les ressources externes

Les projets financés par des ressources externes (voir annexes 3 à 6) visent à compléter ou amplifier les actions de l'Institut, en accord avec le Plan à Moyen Terme. L'Institut priorisera les actions à long terme pour assurer la durabilité :

- Projet Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti
- Projet de Renforcement de la Quarantaine Internationale République d'Haïti et la République Dominicaine
- Projet Consortium de Recherche pour le Développement Agricole en Haïti
- Projet de Reforestation et d'Utilisation de Réchauds à Économie de Bois à Arreguy/Jacmel

2.3. Contribution de l'IICA à travers les Fonds de Coopération Technique (FonCT)

Ces fonds sont un mécanisme de l'Institut, utilisant ses fonds propres, pour financer des initiatives de pré financement, de développement de projets avec des ressources externes ou pour mobiliser de nouvelles ressources financières pour augmenter les fonds réguliers. Ces fonds permettent de répondre aux besoins de renforcement de coopération horizontale, d'intégration régionale et de développement de nouvelles opportunités (agro tourisme, innovation technologique... et des projets prioritaires sollicités par le MARNDR);

Pour avoir accès à ces fonds, un partenariat peut être établi entre deux ou plusieurs bureaux de l'IICA ou entre l'IICA et une autre institution locale ou internationale, et ceci dans un effort conjoint d'appui au gouvernement ou aux institutions nationales.

2.4. Contribution de l'IICA à travers des Actions à Réponse Rapide (ARR)

Ces actions, comme le nom l'indique, constituent une réponse immédiate à une requête, en référence à une urgence, une question émergente due à la situation politique, sociale ou changement économique ou crise environnementale, ou une opportunité non couverte par les autres instruments de coopération. Elles sont implémentées sur le court terme, ne dépassant pas 6 mois. Les exigences pour ces types d'action :

- Requête expresse d'une autorité ou une partie prenante concernée dans le secteur agricole, laquelle action devant contribuer clairement à l'une des 11 contributions de l'IICA ou des 4 projets phares, ou aux priorités du pays ;
- Réponse à une opportunité ou partage de connaissances pour résoudre un problème identifié ;
- Action se réalisant en partenariat avec d'autres institutions apportant une contrepartie en cash ou en nature, dépendant du montant;

III. METHODOLOGIE

L'élaboration de cette stratégie, s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle orientation des actions de l'Institut à travers ses 4 instruments précités, s'est faite en différentes étapes :

1. L'analyse des priorités du gouvernement, notamment du Ministère de l'Agriculture, dans les documents clé de sa politique : Plan National d'Investissement Agricole (PNIA, Juillet 2010, après le séisme), le Plan Triennal de Relance Agricole (PTRA, 2013-2016) et le Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNSAN, Mars 2010) ;
2. La prise en compte des besoins du secteur et surtout des efforts conjoints à accomplir, discutés lors des réunions de travail du Groupe Sectoriel Agriculture auquel participent les institutions : BID, FAO, USAID, Banque Mondiale, FIDA, l'Union Européenne, l'Agence Espagnole de Coopération, les Coopérations Canadienne, Suisse et Japonaise et aussi des réunions, des séminaires, des ateliers... avec d'autres partenaires des secteurs public et privé : Banque Centrale, La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire, le Ministère du Tourisme, les Facultés d'agronomie, les Organisations Non Gouvernementales et Internationales, Organisations de producteurs (serriculteurs...). Ces réunions rentrent dans le cadre des projets implémentés par le bureau tant sur le crédit, la recherche, le système quarantenaire que par les autres institutions sur des thèmes divers : sécurité alimentaire et nutritionnelle, formation des cadres, innocuité alimentaire, et aussi par le MARNDR (ateliers sur les filières, tables sectorielles...);
3. L'Analyse des formulaires des projets phares, au fur et à mesure de leur élaboration par les différents bureaux et la prise en compte des besoins de coopération technique, tels que formulés par les partenaires en Haiti;
4. La mise en relation des priorités exprimées par le ministère avec les 4 instruments de coopération de l'IICA ;
5. La Présentation aux autorités nationales, une fois le document révisé.

IV. STRATEGIE IICA EN HAITI

4.1. ANALYSE DU CONTEXTE

La République d’Haïti a une superficie de 27750 km² avec une population estimée pour 2015 à 10, 911,819 habitants dont 59.2% vivent en milieu rural, d’après l’Institut Haïtien de Statistiques et d’Informatique, avec un taux de croissance annuelle de 1.7%. Avec plus de la moitié de ses terres dans des pentes supérieures à 40%, le potentiel exploitable pour la production agricole est seulement de 7700 km² et de plus, environ 50 000 ha restent inutilisés. Ajouté à cela, la dégradation de l’environnement¹ et la fuite des ressources humaines vers l’extérieur ne permettent pas au pays de se lancer vraiment sur la voie d’un développement économique afin de satisfaire les besoins d’une population majoritairement jeune et où le taux de chômage est élevé.

Le secteur agricole, prédominé par l’Agriculture Familiale, est caractérisé par une faible productivité, une faible compétitivité (accentué par des problèmes d’innocuité alimentaire²) et une faible création de Valeur Ajoutée, et génère de faibles revenus au niveau des producteurs³, ce qui le rend non attractif. La libéralisation du marché national, introduite avec le Plan d’Ajustement Structurel des années 1980, sans un accompagnement pour renforcer la compétitivité de la production nationale, les bas tarifs douaniers⁴ ont permis l’invasion du marché local par des produits importés (République Dominicaine, Etats Unis...) venant de pays mieux structurés, mais pas toujours dans le respect des normes d’innocuité alimentaire. Pourtant, malgré la dégradation du pouvoir d’achat de la majorité de la population, la quantité d’aliments importés ne cesse d’augmenter d’année en année, en même temps que croît la population (Cf Programme Triennal de Relance Agricole 2013-2016, MARNDR), ce qui indique que le marché local a un grand potentiel, inexploité par les producteurs nationaux.

Malgré l’intervention de plusieurs institutions, non gouvernementales et internationales, la participation du secteur privé reste mitigée et le financement du secteur par le gouvernement n’est pas à la hauteur des besoins. En outre, ces actions ne sont pas coordonnées, comme elles devraient l’être par le MARNDR qui reconnaît, dans le PTR, qu’actuellement *il n’est pas assez fort institutionnellement pour remplir efficacement son rôle de contrôle, de pilotage, de coordination.*

Malgré ces contraintes et le faible pourcentage du budget de la République alloué au secteur agricole (2-3%), celui-ci reste un secteur stratégique avec un potentiel bien plus important que celui que l’on voit. Il est urgent de travailler à la relance de l’agriculture pour qu’elle soit plus compétitive

¹ Malgré tout, Haïti reste l’un des pays de la Caraïbe avec une grande diversité biologique

² Les problèmes d’innocuité alimentaire sont pris en compte dans le cadre de la mise en place du système quarantenaire, le Bureau de Normalisation du Ministère du Commerce et de l’Industrie et le MARNDR à travers sa direction de Protection Végétale/SPS

³ 88% des individus vivant en milieu rural sont en-dessous du seuil de pauvreté (PTR/MARNDR) mais faut admettre que plus on a d’enfants, plus le revenu est faible, d’où la nécessité d’un contrôle des naissances en Haïti, particulièrement dans le monde rural

⁴ Toutefois, certains tarifs douaniers ont été révisés par le Ministère de l’Economie et des Finances, en collaboration avec le MARNDR en 2014

afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle⁵ de la population et réduire la dépendance aux importations, voire même dégager des excédents pour l'exportation dans des filières spécifiques (telles l'igname, la mangue, le cacao).

Vu les différentes potentialités agro écologiques, plusieurs filières sont ciblées pour le développement du secteur : Fruits (mangue, cocotier, papaye, ananas, agrumes, noix d'acajou, banane, avocat) ; Racines et Tubercules (patate douce, igname et manioc) ; café et Cacao, Vivriers (banane plantain), graminées et légumineuses (maïs, riz, haricot, pois congo); la canne-à-sucre, l'apiculture et les légumes et filière animale, notamment la production de poulets de chair, de viande de bœuf, de cabris, d'œufs, de poulets et de lait.

4.2. VISION INTERNATIONALE ET TENDANCES HÉMISPHERIQUES

L'Institut vise, aux côtés de ses États Membres, à accéder à une agriculture interaméricaine compétitive, ouverte et durable susceptible de nourrir le continent et le monde, et qui, en même temps, crée des opportunités afin de diminuer la faim et la pauvreté chez les producteurs et les habitants des zones rurales.

L'un des aspects ayant le plus retenu l'attention est l'incertitude qui règne quant au scénario dans lequel se développera l'agriculture du continent américain, malgré que l'agriculture soit l'activité la plus importante de l'économie du milieu rural et que, selon le CEPAL⁶, il existe encore 164 millions de latino-américains vivant en situation de pauvreté qui dépendent de l'agriculture, principale activité économique. La hausse des prix des intrants, la volatilité des prix des denrées alimentaires au travers de l'impact de la crise financière et du ralentissement économique mondial et les effets du changement climatique et défis environnementaux restent autant de contraintes qui restent encore sans réponse.

L'un des défis, donc, pour l'agriculture du continent américain est qu'elle a besoin d'une productivité accrue, mais dans le respect de l'environnement, et pour ce faire, un nouveau paradigme technologique doit remplacer celui qui avait été créé par la « Révolution Verte » dans le début des années 60 et les impacts négatifs sur la nature que nous connaissons aujourd'hui. Il faut des innovations respectueuses de l'environnement.

D'un point de vue institutionnel, le thème d'Agriculture Familiale a été priorisé par différents gouvernements de la région, car les familles des petits producteurs caractérisent l'agriculture régionale. D'autres thèmes ont interpellé l'attention des décideurs comme la gestion de l'eau, les phénomènes liés au changement climatique, la perte du dynamisme du commerce mondial, la réduction du prix des produits agricoles à l'échelle internationale et le développement de divers bio agresseurs et maladies qui affectent l'activité agricole, la faible attractivité du secteur pour les jeunes, la faible intégration des femmes, pour ne citer que ceux-là.

⁵ Sur l'aspect nutritionnel, la Direction de Nutrition du Ministère de la Santé Publique prône une Agriculture de Santé Publique (*La santé dans l'assiette*)

⁶ CEPAL, Commission Economique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Les perspectives de l'agriculture révèlent aussi des opportunités particulièrement la création de richesse et d'emplois dans le monde rural, mais il est admis que l'incertitude doit être maîtrisée.

4.3. DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LE SECTEUR AGRICOLE EN HAÏTI

L'analyse du contexte permet d'en déduire que les défis sont énormes et que la recherche de synergie entre les acteurs du secteur d'une part, et les différents acteurs du secteur agricole, d'autre part, est essentielle pour l'atteinte de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Haïti.

Ces défis du secteur agricole en Haïti sont bien résumés dans le *Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA)*, publié par le MARNDR en Mars 2013:

- Faible attractivité ;
- Précarité des milieux d'intervention, menaces diverses (instabilité sociopolitique, maladies zoo-phytosanitaires, sécurité foncière, perte de la fertilité des sols...) ;
- Obsolescence de l'outillage, des pratiques et des techniques agricoles ;
- Faiblesse du système de commercialisation ;
- Accès limité à des paquets technologiques de valeur technico-économique démontrée pour les différentes aires agro écologiques du pays ;
- Cadre macro économique défavorable ;
- Faiblesse organisationnelle
- Dégradation de l'environnement...

Face à ces grands défis, les opportunités du secteur agricole restent la proximité du marché nord américain, le potentiel génétique, une agriculture majoritairement bio et les 10 millions de bouche à nourrir en Haïti. Pour répondre à ces défis et saisir les opportunités, le MARNDR a mis en place son Programme Triennal de Relance Agricole (PTRA) qui s'appuie sur 4 sous programmes articulés autour de 4 grands axes d'intervention :

- Renforcement Institutionnel, incluant l'appui à la gouvernance ;
- Développement des filières de sécurité alimentaire ;
- Fourniture des services agricoles publics aux entrepreneurs du secteur ;
- Développement des infrastructures rurales et aménagement des bassins versants.

Ces axes d'intervention sont en cohérence avec les 11 contributions de l'Institut publiées dans son Plan à Moyen terme 2014-2018 (voir annexe 2) visant, entre autres : (i) le renforcement des capacités des Etats membres pour les politiques publiques et des cadres institutionnels qui améliorent la productivité et la compétitivité de l'agriculture; (ii) l'amélioration de la capacité des acteurs dans les chaînes d'approvisionnement ; (iii) le renforcement des capacités entrepreneuriales et associatives des différents acteurs des filières agricoles ; (iv) l'augmentation de la capacité des institutions publiques et privées pour promouvoir et mettre en œuvre des mesures d'adaptation de l'agriculture au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et aussi promouvoir la gestion intégrée des risques dans l'agriculture.

V. NÉCESSITÉS ET DEMANDE DE COOPÉRATION TECHNIQUE

La stratégie de l'IICA en Haïti 2014-2018 se focalisera sur les objectifs du PTRR afin d'accompagner adéquatement le MARNDR et le gouvernement haïtien, car ces objectifs répondent bien aux besoins du secteur et prendra aussi en compte l'appui nécessaire au secteur privé et aux universités.

Pour cela, la coopération de l'IICA en Haïti doit devenir plus stratégique, à l'écoute des grands défis pré-cités, et réorienter son assistance technique pour :

1. Appuyer la modernisation du Ministère de l'Agriculture en vue d'assurer la gouvernance du secteur ;
2. Mettre en place un système d'accompagnement technique capable d'accroître la productivité agricole et le revenu des exploitations agricoles familiales, par la promotion de l'esprit d'entreprise;
3. Promouvoir l'agro-industrie pour dynamiser et valoriser la production;
4. Supporter les activités de lutte contre le processus de dégradation des sols et promouvoir une gestion durable des ressources naturelles ;
5. Aider à la mise en place d'une politique publique agricole, prenant en compte tous les éléments de l'environnement économique nécessaires au développement du secteur (eau, électricité, routes, cadre légal, inclusion des femmes et des jeunes...);
6. Soutenir les efforts du secteur privé et de l'université, notamment dans le développement de nouvelles technologies par le biais de la recherche agricole ;
7. Former des professionnels agricoles capables de répondre aux besoins de modernisation et d'augmentation de la productivité.

De façon plus spécifique et sur le plan thématique, cette assistance technique toucherait prioritairement les thématiques suivantes :

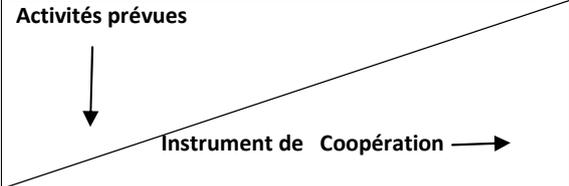
1. Politique publique et développement du secteur ;
2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
3. Santé Animale et végétale et innocuité des aliments ;
4. Modernisation et innovation technologique ;
5. Formation des cadres (thème transversal);
6. Résilience et gestion intégrée des risques environnementaux pour la production agricole.

Aussi, sur le plan général, le Bureau de l'IICA en Haïti devra convertir tous les projets qui sont exécutés dans différents domaines en des programmes à long terme qui seront mis en œuvre par le MARNDR, à l'intérieur de la structure du ministère, par le secteur privé et aussi par le secteur universitaire.

Le Bureau de l'IICA en Haïti mettra tout en œuvre pour répondre aux besoins en Coopération Technique exprimés par le MARNDR, les secteurs privé et universitaire, et mis en évidence dans l'analyse de la situation du secteur agricole en Haïti.

Les 5 tableaux suivants présentent les différentes activités prévues par IICA dans chaque thématique :

Tableau 1 : Politique Publique et Développement du secteur

Activités prévues 	Projet Phare	Projet à ressources externes
Appui à la définition d'une stratégie pour l'intégration des jeunes	Inclusion	----
Appui à la mise en place d'une politique de financement et d'assurances agricoles	----	SYFAAH
Appui à la mise en place d'un système quarantenaire	----	Projet Quarantaine
Appui à l'accompagnement technique des agro entreprises par la méthodologie Champ Ecole	Agriculture Familiale	SYFAAH
Appui au secteur public et privé pour une meilleure compréhension de l'Agriculture Familiale et les nouveaux enjeux	Agriculture Familiale	SYFAAH
Appui à l'implémentation d'un Système National de recherche/formation et innovation technologique	---	CORDAH
Promotion de normes standard, de la ferme à la table	Agriculture Familiale	Projet Quarantaine
Appui pour une agriculture respectueuse de l'environnement	Résilience	Agricultural Policy Program
Appui à la révision des normes standards, lois... sur la protection animale et végétale	---	SPS Projet ⁷ (10th European Development Fund)

⁷ SPS, Sanitary and Phytosanitary

Tableau 2 : Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

<p>Activités prévues</p> <p style="text-align: center;">↓</p> <p style="text-align: center;">Instrument de Coopération →</p>	Projet Phare	Projet à ressources externes
Promotion de l'éducation nutritionnelle dans les familles	Agriculture Familiale	Arreguy
Identification et essai de nouvelles techniques de séchage de céréales	Agriculture Familiale	SYFAAH
Planification et établissement de plans de développement de périmètres irrigués et leur environnement (Nord-Ouest)	--	PPI2
Renforcement des capacités entrepreneuriales des agriculteurs	--	Arreguy SYFAAH Agricultural Policy Program
Diffusion d'un guide méthodologique pour faciliter l'organisation et le plaidoyer pour l'inclusion des groupes exclus	Agriculture Familiale	---
Promotion de systèmes d'irrigation et de variétés moins consommatrices d'eau	Agriculture Familiale	SYFAAH
Facilitation des échanges entre les petits producteurs et les acteurs dans certaines filières	Agriculture Familiale	SYFAAH

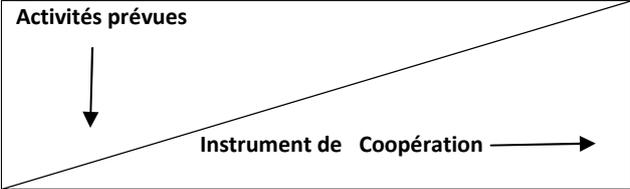
Tableau 3 : Santé Animale et Végétale et Innocuité des Aliments

<p>Activités prévues ↓</p> <p>Instrument de Coopération →</p>	Projet Phare	Projet à ressources externes
Renforcement des infrastructures de protection phytosanitaire et d'innocuité alimentaire	---	Projet Quarantaine
Support au Ministère de l'agriculture dans la campagne de vaccination contre la PPC et le Teschen	---	Projet PPC
Participation d'Haiti aux foras régionaux sur la protection animale et végétale	---	Projet Quarantaine SPS projet
Appui à la collecte de données, la gestion, le suivi et l'évaluation par les organismes nationaux de réglementation	---	SPS projet
Développement d'outils pour la prise en compte de la gestion intégrée des risques SPS	Résilience	---
Identification et sélection d'expériences pertinentes dans la région sur la gestion des risques SPS	Résilience	---

Tableau 4 : Modernisation et Innovation Technologique

<p>Activités prévues ↓</p> <p>Instrument de Coopération →</p>	Projet Phare	Projet à ressources externes
Développement d'outils pour le développement participatif	Agriculture Familiale	SYFAAH
Organisation de symposium et d'atelier sur la recherche scientifique	---	CORDAH
Publication et diffusion d'un guide méthodologique pour faciliter l'organisation et le développement d'un plaidoyer pour les acteurs sociaux dans les zones rurales, en mettant l'accent sur les jeunes.	Inclusion	---

Tableau 5 : Résilience et gestion intégrée des risques environnementaux pour la production agricole

Activités prévues 	Projet Phare	Projet à ressources externes
Séminaire en ligne sur le thème : Changement climatique	Résilience	---
Identification d'expériences nationales sur la dégradation des sols et les différentes actions alternatives pour la résolution des problèmes	Résilience	---

VI. SUIVI ET ÉVALUATION DE LA STRATÉGIE

Comme mentionné dans le MTP 2014-2018, l'IICA va organiser son travail en utilisant une approche de gestion basée sur les résultats, ce qui nécessitera nécessairement un système efficace et transparent de planification, de programmation, de suivi et d'une évaluation solide.

Pour obtenir les résultats liés à la coopération technique, l'IICA aura une stratégie institutionnelle de suivi et contrôle, une évaluation compréhensive des projets Phares (PP), des actions d'interventions rapides (ARR), des initiatives de Préinvestissement des Fonds de Coopération Technique (FonCT) et des fonds des projets financés à partir de ressources externes.

Un effort spécial sera fait pour le suivi et l'auto-évaluation de tous les processus et procédés à tous les niveaux de l'institution pour permettre au personnel des projets et des unités de l'institution d'ajuster leurs plans et leurs activités afin que ceux-ci contribuent de manière significative aux objectifs identifiés dans le MTP ⁸.

Toutes les actions qui seront développées à travers les opérations de l'institution évoquées dans le présent document de Stratégie-Pays de l'IICA, seront renforcées à travers l'intégration de tous ses services techniques et administratifs ; à travers un renforcement de la culture institutionnelle de gestion basée sur les résultats ; de l'amélioration du système de suivi, contrôle et évaluation des processus et de la transparence et des redditions de comptes de toutes les activités de l'institution.

L'institution comptera sur l'ajustement de son Système de Gestion institutionnel (SUGI) aux nouveaux besoins de modèle de coopération technique. Cela permettra alors un suivi, un contrôle et une évaluation efficace des actions de l'IICA dans les pays membres et au niveau de l'hémisphère.

⁸ Pg. 56 2014-2018 MTP

Le système de suivi, contrôle et évaluation contribuera à une meilleure compréhension du progrès de l'institution. Cela jouera un rôle important lors des redditions de comptes, dans la présentation des rapports et dans la transparence des activités de l'IICA. Le système permettra aussi d'identifier de potentiels obstacles et les ajustements nécessaires aux différentes stratégies pour une meilleure coordination et le partage des responsabilités.⁹

VII. REDDITION DE COMPTES

L'IICA est une organisation qui s'engage à rendre des comptes. Le travail de l'institution est organisé conceptuellement comme une chaîne d'actions liée par des résultats. Avec une telle structure, l'IICA peut honorer fidèlement ses obligations et son engagement à rendre des comptes et à informer les principaux partenaires tout au long des projets, de ce qui a été accompli en comparaison avec ce qui a été planifié.¹⁰

Toutes les actions de coopération technique de l'institution seront réalisées dans le respect intégral des normes et réglementations internes de l'IICA, de ses valeurs fondamentales, particulièrement, celles qui ont rapport avec la transparence et la reddition de comptes.¹¹

VIII. AUTRES ACTIONS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Le Bureau développera des relations avec le Ministère du Tourisme dans le domaine de l'agrotourisme et facilitera des sessions de formation pour augmenter les capacités locales sur ce thème. Il est prévu de développer 4 routes de tourisme rural, en collaboration avec les communautés locales : l'eau, le cacao, le café et le rhum.

De même, le bureau développera une collaboration avec le Ministère de l'Environnement en appuyant des programmes de protection de l'environnement ; avec le Ministère de la Santé Publique dans la promotion d'espèces locales à haute valeur nutritionnelle et aussi avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie pour la normalisation des produits agricoles tant pour le marché local que les marchés d'exportation.

⁹ Pg. 53 2014-2018 MTP

¹⁰ Pg. 16 2014- 2018 MTP

¹¹ Pg. 33 2014-2018 MTP

ANNEXE 1 : Résumé du Plan stratégique de l'IICA 2010-2020

Le plan stratégique de l'IICA 2010-2020 a eu pour point de départ les lignes directrices établies dans le Cadre Stratégique adopté à la 15^e réunion ordinaire du Conseil, tenue en octobre 2009 et incorpore les recommandations faites par la Commission Consultative spéciale pour les questions de gestion à sa réunion en Juillet 2009. Il répond aussi aux Accords ministériels continentaux.

Ce Plan stratégique sert d'orientation aux Plans à moyen terme (2010-2014 et 2014-2018), ce qui explique leur complémentarité. Le plan, en vue de progresser vers l'objectif que constitue une agriculture compétitive et durable, expose :

- La situation actuelle de l'agriculture dans le continent américain : scénario mondial plus interactif et volatile et marchés en expansion (le transfert et l'acquisition de connaissances deviennent des facteurs de plus en plus déterminants dans ces relations); vulnérabilité climatique ; coopération internationale (plus de synergie entre les institutions) ; pauvreté rurale ...

Et

- Les défis devant être relevés : agriculture doit être concurrentielle ; agriculture contribue au développement des zones rurales par l'enchaînement des activités du secteur primaire et de l'agro-industrie ; conservation des ressources naturelles ; contribution majeure à la réalisation de la sécurité alimentaire.

De même, le Plan stratégique met l'accent sur la nécessité de renouveler les politiques et les capacités institutionnelles pour stimuler et soutenir la production : les politiques macros économiques peuvent conditionner le rendement de l'agriculture et en déterminer la compétitivité et, par conséquent, doivent être à juste titre examinées et évaluées par les décideurs politiques responsables du secteur agricole. *La compétitivité de l'agriculture dépend également des politiques en matière de technologie, de finances, de commerce, de santé, de réglementation de l'utilisation des terres, d'eau, de sécurité juridique et, en général, des politiques qui créent un climat intéressant pour l'investissement privé et le développement.*

Par conséquent, l'IICA portera ses efforts vers des objectifs stratégiques et contribuer ainsi, avec les pays, à surmonter ces défis, en se renforçant et se modernisant, selon le vœu des gouvernements. La réponse institutionnelle, basée sur la valeur élevée de la connaissance et sur l'importance que celle-ci soit un bien public dont on profite pleinement, a 4 objectifs stratégiques :

- Améliorer la productivité et la compétitivité du secteur agricole ;
- Renforcer la contribution de l'agriculture au développement des zones rurales et au bien être de la population rurale ;
- Renforcer la capacité de l'agriculture à atténuer les effets du changement climatique et à s'adapter à celui-ci et à mieux utiliser les ressources naturelles ;
- Améliorer la contribution de l'agriculture à la sécurité alimentaire.

ANNEXE 2 : Les 11 Contributions de l'IICA dans le Plan à Moyen Terme 2014-2018

1. Renforcement des capacités des États membres aux niveaux national, régional, multinational y continental d'établir des politiques publiques et des cadres institutionnels qui améliorent la productivité et la compétitivité de l'agriculture, la gestion des zones rurales, adaptation au changement climatique et l'atténuation effets, et la sécurité alimentaire et la nutrition
2. Mise en œuvre à travers les institutions publiques et privées, des processus d'innovation technologique institutionnelle visant à accroître la productivité et la compétitivité de l'agriculture et la production d'aliments nutritionnels de base de qualité.
3. Amélioration des capacités des secteurs public et privé pour la protection sanitaire agricole et d'innocuité alimentaire et, par conséquent, de la productivité, la compétitivité et de la sécurité alimentaire.
4. Renforcement des capacités entrepreneuriales et associatives des différents acteurs des filières agricoles.
5. Renforcement des capacités des acteurs des zones rurales, en particulier ceux de l'agriculture familiale, dans la gestion sociale territoriale, pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être rural.
6. Amélioration de la capacité des acteurs dans les chaînes d'approvisionnement et les zones rurales pour la gestion intégrée de l'eau et l'utilisation durable des terres pour l'agriculture
7. Augmentation de la capacité des institutions publiques et privées pour promouvoir et mettre en œuvre des mesures d'adaptation de l'agriculture au changement climatique et l'atténuation de ses effets, et aussi promouvoir la gestion intégrée des risques dans l'agriculture
8. Amélioration de l'efficacité et de l'efficience des programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle des Etats membres
9. Utilisation accrue des espèces indigènes, des cultures prometteuses et des ressources génétiques locales ayant un potentiel alimentaire au bénéfice des producteurs et des consommateurs
10. Renforcement des capacités institutionnelles pour réduire les pertes de nourriture et de matières premières tout au long des filières agricoles.
11. Renforcement des capacités de liaison et de participation des États membres à des foires internationales et d'autres mécanismes d'échange de connaissances, et mobilisation des ressources nécessaires pour l'agriculture dans les Amériques

ANNEXE 3 : Projet Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti

Nom du projet		Système de Financement et d'Assurances Agricoles en Haïti (SYFAAH)			
Instrument de Financement	Projet Phare	Projets à Ressources Externes		Projets à Réponse Rapide	Fonds de Coopération Technique
		X			
Contexte		<p>L'offre de crédit agricole est très faible voire presque inexistante depuis quelques années en Haïti. En 2005, le secteur bancaire y a alloué 1,8 million de gourdes (environ 45 000 \$CAN) et 5,8 millions en 2006-2007 (environ 146 000 \$CAN); ces montants représentent moins de 1 % du portefeuille de leurs prêts. Les institutions de microfinance y allouaient environ 90 millions gourdes (environ 2,3 millions \$CAN) avant la saison des ouragans de 2008 (soit 20 % de leur portefeuille) mais se sont retirées pour la plupart du secteur des prêts en agriculture suite aux pertes encourues en 2008. Le seul autre acteur présent est le Bureau de crédit agricole (BCA) fondé en 1963 qui relève du MARNDR mais dont les activités de prêt n'ont pas donné les résultats escomptés les dernières années.</p> <p>Dans le cadre de ce projet, IICA donne un appui au MARNDR dans l'accompagnement technique des agro entrepreneurs sur le plan managérial et dans la mise en place d'une politique nationale de financement et d'assurance agricoles, dans un cadre légal adéquat.</p>			
Questions adressées dans le pays		Financement agricole, assurances agricoles, politique de financement et d'assurances agricoles, accompagnement technique des agro entrepreneurs			
Objectif Général		Mettre en place en Haïti un système de financement et d'assurance agricoles structurant de façon globale l'offre de services financiers destinés aux agro entrepreneurs dans le but ultime de relancer l'économie agricole et rurale, créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire en Haïti.			
Indicateurs		Niveau actuel	But	Composante/Résultats	
Un (1) document de politique nationale de financement et d'assurance agricole mis en application		Politique de financement agricole à définir	Etablir un environnement propice au développement des affaires dans le secteur agricole	Appui au MARNDR pour Politique/cadre légal et réglementaire	
Un (1) avant-projet de lois déposé au parlement		Lois devant être révisées et nouvelles à élaborer			
Une méthodologie d'appui technique aux AE est définie		Appui donné par les bureaux déconcentrés du MARNDR et certaines institutions sans stratégie définie	Assister le MARNDR dans l'application de sa stratégie d'appui technique aux agriculteurs	Assistance technique aux agro entrepreneurs	
Structure du projet					
Composante 1		Appui au MARNDR pour Politique/cadre légal et réglementaire			
Objectifs Spécifiques		Doter le MARNDR d'outils nécessaires pour mettre en œuvre sa politique nationale de financement et d'assurances agricoles			
Résultats		Liens avec quelle Contribution	Produits et services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
La politique nationale de financement et d'assurance agricole est en application		Contribution 1	Contenu d'une politique nationale de financement et d'assurance agricole proposé au MARNDR et discuté avec les partenaires clé	MAECD MARNDR	2014

Un cadre légal et/ou réglementaire significativement amélioré prenant en compte les considérations d'égalité entre les hommes et les femmes	Contribution 1	Recommandations au cadre légal et réglementaire transmises au MARNDR	MAECD MARNDR	Mars 2018
Composante 2	Assistance technique aux agro entrepreneurs			
Objectifs Spécifiques	Développer un service-conseil d'appui aux agro entrepreneurs			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits et services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Les agriculteurs reçoivent un appui technique efficace et continu de professionnels formés et outillés	Contribution 4	10 Conseillers Techniques en Gestion formés appuyant les producteurs (75/CTG), avec des outils adaptés	MAECD MARNDR	Mars 2018
Le MARNDR est doté d'outils afin de mettre en place une stratégie nationale d'accompagnement technique aux AE	Contribution 1	Au moins 5 outils et matériels didactiques développés et transférés au MARNDR La méthodologie champ école expérimentée et adaptée aux conditions locales	MAECD MARNDR	Mars 2018
Stratégie d'implémentation	<p>Le MARNDR, avec ses directions déconcentrées, est l'institution la plus présente sur le terrain pour vulgariser les nouvelles technologies, et assister les agriculteurs pour développer l'esprit d'entreprise et augmenter la compétitivité dans le secteur agricole. L'IICA, dans le cadre de ce projet, s'assurera d'élaborer de nouveaux outils et matériels didactiques, méthodologies, plus performants dans un souci de durabilité.</p> <p>Vu que le secteur agricole est en mesure de diminuer significativement le taux de chômage, le gouvernement sera appuyé, à travers le MARNDR, pour améliorer l'environnement des affaires dans le secteur agricole et le rendre plus attractif.</p>			

ANNEXE 4 : Projet de Reforestation et d'Utilisation de Réchauds à Économie de Bois Arreguy/Jacmel

Nom du projet	Projet de Reforestation et d'Utilisation de Réchauds à Économie de Bois dans la zone d'Arreguy, Jacmel.			
Instrument de Financement	Projet Phare	Projets à Ressources Externes	Projets à Réponse Rapide	Fonds de Coopération Technique
		X		
Contexte	<p>La communauté d'Arreguy est une microrégion située dans le Sud Est d'Haiti à 20 km de la ville de Jacmel avec une pluviométrie de 700 à 800 mm par an et des périodes pluvieuses comprises entre avril et juin et de septembre à novembre. Elle comprend approximativement 1000 familles paysannes logées sur de petites propriétés de 1 hectare maximum, qui pratiquent une agriculture de subsistance.</p> <p>Les montagnes qui entourent la communauté, comme pour la plus grande partie du territoire haïtien, sont surexploitées, et la majeure partie de la couverture végétale disparaît peu à peu, ce qui explique la nécessité de trouver des alternatives pour freiner la déforestation. Ce projet est, entre autres, motivé par le grand intérêt des Sœurs Lauritas de la Congrégation des Sœurs Missionnaires de Maira Inmaculada y Santa Catalina de Sena pour le développement d'activités de protection du milieu ambiant, ainsi que d'autres activités de développement durable dans la zone.</p>			
Questions adressées dans le pays	<ul style="list-style-type: none"> - Reforestation - Sécurité Alimentaire - Renforcement des organisations de producteurs - Autonomisation des femmes par l'établissement d'un mécanisme de crédit - Renforcement des associations communautaires de base 			
Objectif Général	Renforcer les organisations de producteurs, contribuer à la préservation de l'environnement et à la sécurité alimentaire de la population à travers la protection des ressources naturelles, par la reforestation, et la formation des producteurs afin qu'ils puissent faire face aux effets négatifs du changement climatique à travers la plantation d'arbres à croissance rapide et d'arbres fruitiers, associés à des cultures annuelles.			
Indicateurs	Niveau actuel	But	Composante/Résultats	
Quatre (4) Associations prenant en charge les besoins de la communauté	4 associations non structurées	Assurer la continuité des activités influant positivement sur la vie de Arreguy	Renforcement des institutions de base	
4 entreprises de jeunes montées	Aucune entreprise de jeunes		Mise en place d'un mécanisme de crédit	
100 femmes ont accès au crédit				
250000 arbres plantés et 2000 réchauds distribués pour un environnement protégé	Coupe de bois sans contrôle	Assurer la reforestation	Construction et Distribution de Réchauds à Économie d'Énergie	
Un poulailler de 1000 pondeuses établi		Montrer l'importance des œufs comme protéine bon marché dans la nutrition	Production Avicole	

Structure du projet				
Composante 1		Renforcement des institutions de base		
Objectifs Spécifiques		Disposer au niveau de la zone de 4 associations de base bien structurées		
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
1.2 Les membres des associations sont formés pour une meilleure cohésion et recherche de synergie	Contribution 5	10 Sessions de formation, rencontres organisées par le Spécialiste en Développement Communautaire pour la prise en charge des besoins de la communauté par ses membres	Sœurs Lauritas de Arreguy Coopération espagnole	12/31/16
1.2 Collaboration établie avec d'autres zones pour le développement des différentes composantes du projet	Contribution 11	6 Visites d'échange organisées à d'autres organisations en dehors d'Arreguy	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/16
Composante 2		Reforestation et Sécurité Alimentaire		
Objectifs Spécifiques				
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits et services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
2.1. La communauté comprend la nécessité de protéger l'environnement, y compris les jeunes	Contribution 2	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution de 150,000 arbres forestiers et 100,000 arbres fruitiers - Sessions de formation sur la gestion des pépinières, entretien des arbres plantés et Bonnes pratiques agricoles - Activités de formation et de sensibilisation pour les jeunes sur la Reforestation. 	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/16
2.2 Des familles disposent de réchauds améliorés et améliorent leur condition de vie	Contribution 5	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et distribution de 2000 réchauds - Au moins 10 rencontres de sensibilisation à l'utilisation des réchauds 	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/16
Composante 3		Production Avicole		
Objectif Spécifique		Mettre à la disposition de la communauté d'une source de protéines abordable pour améliorer leur diète alimentaire		
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits et services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
4.1 La population de la zone est imbue de l'importance de la consommation d'œufs dans leur nutrition	Contribution 2	<ul style="list-style-type: none"> - Établissement et renforcement de capacité de gestion d'un poulailler de 1000 pondeuses - Distribution de 1000 brochures sur l'importance des œufs dans la diète alimentaire. 	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/16
Composante 4		Mise en place d'un mécanisme de crédit.		
Objectifs spécifiques		Doter les femmes et les jeunes de la communauté d'accès au crédit pour		

l'établissement d'activités économiques de génération de revenus de façon durable, pour l'amélioration de leur niveau de vie.				
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
4.1 Femmes de la Communauté formées sur le mécanisme de crédit	Contribution 4	<ul style="list-style-type: none"> - Sessions de formation organisées par le Consultant en KrediFanm - Crédit distribué à 100 femmes 	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/2016
4.2 Les jeunes sont en mesure de mener à bien des entreprises productives	Contribution 4	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 4 jeunes gèrent une entreprise viable 	Sœurs Lauritas de Arreguy CARITAS (Espagne)	12/31/2016
Stratégie d'implémentation	<p>La stratégie d'implémentation du projet se base sur l'expérience du bureau dans l'exécution de projets et programmes de développement, et sur le leadership des Sœurs Lauritas dans la communauté et leur expérience dans l'implémentation de projets dans divers domaines comme l'agriculture, la sante, l'éducation, le crédit pour les femmes , la sécurité alimentaire, eau potable etc, avec l'appui d'un réseau social de promoteurs, de groupes de jeunes et de femmes pour garantir la durabilité de n'importe quel programme de développement.</p> <p>Le projet mettra l'accent sur la sensibilisation, le développement communautaire, la sociabilité, le leadership et l'appropriation par la communauté de chacune des composantes, et aussi sur le suivi et l'évaluation des activités pour garantir la durabilité du projet.</p>			

Annexe 5 : Projet de Renforcement de la Quarantaine Internationale République d'Haïti et la République Dominicaine

Nom du projet	Projet de Renforcement de la Quarantaine Internationale République d'Haïti et la République Dominicaine			
Instrument d'action de financement	Projet Phare	Projets avec ressources externes	Projets à Réponse Rapide	Fonds de Coopération Technique
		x		
Contexte	<p>Au cours de ces dernières années, on constate une augmentation dans la propagation des pestes au niveau international et plus particulièrement dans les pays où le système de quarantaine est pratiquement faible. Le gouvernement des États-Unis d'Amérique, à travers son programme "Food for Progress" a fait un don de 13.400 MT tourteau de soja au MARNDR, pour être monétisé et utilisé dans la mise en œuvre, à travers l'IICA, d'un projet visant à renforcer la quarantaine internationale entre la République d'Haïti et la République Dominicaine. Ce don fait suite aux engagements internationaux résultant des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour assurer la coopération aux pays en développement et aussi aider à réduire le risque de pénétration de ravageurs et des maladies sur leur territoire. Ce projet est implémenté par l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) en collaboration avec les Ministères de l'Agriculture des deux pays de l'île sur une période de trois années (2011-2014). Toutefois, le Projet a trouvé l'approbation du Financier (USDA) pour terminer les activités en juin 2015.</p>			
Questions adressées dans le pays	<p>Système d'informations et d'inspection quarantenaire dans les Ports et Aéroports ouverts au commerce extérieur Normes quaranténaires à respecter</p>			
Objectif Général	Etablir des services d'inspection de quarantaine agricole dans les aéroports et les ports commerciaux clés en République dominicaine et en Haïti pour aider les deux pays à respecter les normes sanitaires et phytosanitaires internationales.			
Structure du projet				
Composante 1	Mise à jour du cadre juridique et politique pour les services nationaux de protection de quarantaine			
Objectif Spécifique	Harmoniser les règlements de quarantaine des 2 pays avec les normes internationales pour de meilleurs services de protection sanitaire			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Le pays dispose d'outils pour la mise en place d'un système de quarantaine efficace et efficient	Contribution 3	<ul style="list-style-type: none"> - Un document d'avant-projet de lois proposé - 2 Manuels de travail élaborés - 5 Réunions de travail avec les institutions impliquées 	Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN), Police Nationale d'Haïti, Direction quarantaine, Direction Générale des Douanes, USDA	Octobre 2014
Composante 2	Modernisation des systèmes d'informations quaranténaires dans les ports et aéroports ciblés			
Objectif Spécifique	Réorganiser les systèmes d'informations de la quarantaine pour la diffusion d'informations essentielles pour les décideurs et la population			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Un système de communication plus efficace pour la collecte	Contribution 3	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Page web créée en liens avec le site du MARNDR - Equipements et 	USDA, Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN), Police Nationale d'Haïti,	Aout 2014

des informations sur les importations et exportations est mis en place		matériels informatiques installés dans 5 postes - Un total de trente (30) cadres et Inspecteurs de la quarantaine formés sur la NTIC	Direction quarantaine, Service des Douanes, Direction de l'émigration et de l'immigration	
Composante 3	Renforcement des opérations quaranténaires dans les ports et aéroports ciblés			
Objectif spécifique	Assurer l'inspection des produits agricoles et de pêche pour empêcher l'introduction des ravageurs et des maladies dans le pays			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
90% des passagers et de produits agricoles et de pêche importés sont inspectés et sans risque majeur pour l'introduction de ravageurs et les maladies dans le pays	Contribution 3	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de 4 postes de quarantaine et réhabilitation Bureau Central et poste de l'Aéroport T. Louverture - Matériels et équipements (X-ray, équipements pour incinération et détection) pour 5 postes - 17 sessions de Formation pour des cadres et inspecteurs de la quarantaine - Mission Internationale d'observation du système au Mexique 	USDA, Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN), Police Nationale d'Haiti, Direction quarantaine, Direction Générale des Douanes, Direction de l'émigration et de l'immigration	Avril 2015
Composante 4	Renforcement de la communication et de la sensibilisation du grand public sur les mesures et les réglementations sanitaires et phytosanitaires.			
Objectif spécifique	Informar la population des enjeux de la protection sanitaire pour leur participation dans le système quarantenaire national			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
La population est encline à participer à la protection sanitaire, étant bien informée	Contribution 3	<p>Un spot d'information préparé et une vidéo documentaire réalisée</p> <p>1000 brochures élaborées et distribuées</p>	USDA, Autorité Aéroportuaire Nationale (AAN), Police Nationale d'Haiti, Direction quarantaine, Direction Générale des Douanes, Direction de l'émigration et de l'immigration	Avril 2015
Stratégie d'implémentation	Le projet est géré par un comité technique de coordination dans chaque pays qui réalise le suivi des progrès périodiques et propose des ajustements techniques, au besoin. Ce comité est composé tant de cadres des ministères d'agriculture, de l'IICA et de l'USDA/FAS et USDA/APHIS. De même, le projet compte sur la commission consultative binationale, composée de cadres des institutions précitées, pour l'harmonisation des critères et normes de quarantaine dans les 2 pays et le suivi de l'exécution du projet.			

Annexe 6 : Projet Consortium de Recherche pour le Développement Agricole en Haïti

Nom du projet	Consortium de Recherche pour le Développement Agricole en Haïti (CORDAH)			
Instrument d'action de financement	Projet Phare	Projets avec ressources externes	Projets à Réponse Rapide	Fonds de Coopération Technique
		X		
Contexte	L'agriculture joue un rôle important en Haïti tant sur le plan social qu'économique ; elle est le fait de petits producteurs et plus d'un million de familles en vivent. Toutefois, l'agriculture n'arrive pas à assurer la sécurité alimentaire et à offrir des revenus et des conditions de vie décentes aux producteurs et leur famille. Sous la pression de nombreux enjeux et défis, l'agriculture haïtienne serait en pleine mutation et le secteur agricole devrait réaliser un saut technologique et de qualité, ceci avec l'apport de la recherche agricole. La recherche agricole en Haïti qui aurait régressé au cours des dernières années, paraît retrouvée un regain d'intérêt de la part des différents acteurs et institutions impliqués dans le secteur notamment du MARNDR, du secteur privé et des producteurs eux-mêmes. Les acteurs de ce secteur sont unanimes à reconnaître la nécessité d'adresser ces enjeux et défis dans la mise en œuvre de toute initiative relevant du domaine de la Recherche Agricole : participation/concertation de tous les acteurs impliqués dans le domaine et dans le développement agricole et rural; insertion dans des programme de long terme et dans une politique agricole d'ensemble; promotion et diffusion/vulgarisation des résultats les rendant accessibles pour les producteurs agricoles notamment...			
Questions adressées dans le pays	Coordination des efforts sur la recherche, vulgarisation des résultats			
Objectif Général	Stimuler la recherche appliquée en ciblant la sécurité alimentaire à travers la création d'un Consortium de Recherche pour le Développement Agricole en Haïti.			
Indicateurs	Niveau actuel	But	Composante/Résultats	
Réorganisation de la recherche agricole	Liens quasi inexistant entre les acteurs	Mettre ensemble les acteurs du système d'innovation agronomique en Haïti	Constitution et mise en place du Consortium	
Subvention de la recherche : 10 projets et 5 thèses	Peu d'équipes de recherche constituées	Stimuler la Recherche Agricole, notamment des jeunes chercheurs	Financement de Projets de recherche et de la formation	
	Beaucoup de mémoires d'étudiants agronomes à valoriser			
	Manque d'infrastructures	Mieux outiller les chercheurs	Renforcement institutionnel d'institutions et de centres spécialisés de recherche	
Vulgarisation des résultats	Publication partielle des résultats 1 seule revue scientifique (RED) avec publication restreinte	Rendre plus accessible les publications scientifiques avec les NTIC	Publication et diffusion de résultats des travaux de recherche	
Structure du projet				
Composante 1	Constitution et mise en place du Consortium			

Objectif Spécifique	<i>Réunir les acteurs de la recherche afin de développer plus de synergie et une meilleure coordination dans les activités de recherche agricole</i>			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Un Consortium monté autour de la recherche agricole	Contribution 2	<ul style="list-style-type: none"> - 2 Colloques, 5 rencontres, 3 sessions de formation organisés - Un (1) conseil scientifique établi 	CRDI, MARNDR, facultés d'agronomie, secteur privé, organisations de producteurs	Novembre 2012 Mars 2015
Composante 2	Financement de Projets de recherche et de la formation			
Objectif Spécifique	<i>Stimuler les acteurs de recherche et apporter des éléments de réponse rapide ciblant l'insécurité alimentaire</i>			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Projets de recherche et thèses subventionnés	Contribution 2	10 articles scientifiques et 3 mémoires des étudiants finissants publiés	CRDI, Facultés d'agronomie, institutions de recherche, Universités étrangères	Décembre 2014
Composante 3	Publication et diffusion de résultats des travaux de recherche			
Objectifs Spécifiques	<i>Stimuler la publication scientifique</i>			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Système de publication des résultats de recherche agricole amélioré	Contribution 2	1 Session de formation sur l'écriture scientifique Appui pour publication en ligne de RED	CRDI, FAMV/ Revue : Recherche Etude, Développement (RED)	Avril 2015
Composante 4	Renforcement institutionnel d'institutions et de centres spécialisés de recherche			
Objectifs Spécifiques	<i>Améliorer les infrastructures de recherche dans les facultés d'agronomie ayant un programme de recherche</i>			
Résultats	Liens avec quelle Contribution	Produits and services (indicateurs)	Partenaires et contrepartie	Date de réalisation
Des institutions travaillant dans la recherche ont une meilleure infrastructure pour plus d'efficacité	Contribution 2	1 Diagnostic des besoins en infrastructure des institutions	CRDI, Facultés d'agronomie	Mars 2015
Stratégie d'implémentation	Le projet est financé par le Centre de Recherche de Développement International (CRDI) du Canada. Il est exécuté par l'IICA sous le leadership du MARNDR. Un groupe d'initiative dont le rôle principal sera le lancement et la mise en place du consortium, sera constitué. Il devra organiser la rencontre de lancement du CORDAH qui sera l'occasion pour les institutions et organisations présentes de ratifier les statuts de l'association et aussi de définir les priorités sur lesquelles l'association devra se pencher sur les 3 à 5 prochaines années ; une telle rencontre sera une forme d'assises pour la recherche agricole en Haïti. Tout sera mis en œuvre pour, d'une part, faciliter le dialogue et les échanges entre les organisations, les institutions et les acteurs impliqués ou intéressés dans la Recherche en Haïti et, d'autre part, créer sur la durée une véritable dynamique organisationnelle focalisée sur des priorités de recherche pour le développement agricole et rural.			